

Développer une économie écologique

- Février 2004 -

Par Emmanuel Prinet
Chargé de Mission à l'Association 4D

I. L'ambiguïté du développement durable

La définition la plus répandue de l'expression « développement durable » est celle que la Commission Brundtland a formulé dans son rapport *Notre avenir à tous* en 1987 : « ... répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations futures ». Si le concept a été créé pour répondre aux innombrables problèmes écologiques et sociaux qui ne font guère qu'empirer depuis le début de l'ère industrielle, les interprétations du développement durable et ses implications ne font pas, quant à elles, consensus, et sont souvent contradictoires. Aujourd'hui, le mot est mis à toutes les sauces, et tout le monde « fait du développement durable », même Monsanto et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Depuis sa conception, le développement durable a joui d'un large soutien de quasiment toutes les sphères politiques, principalement grâce à son ambiguïté qui fait qu'il est ouvert à n'importe quelle interprétation. Pour certains, il évoque la nécessité de changer de valeurs et de comportements afin d'améliorer la qualité de vie de tous dans la capacité de la nature, impliquant des ruptures et des changements en profondeur de la société actuelle. Pour d'autres, il s'agit plutôt de raffiner la croissance et de la rendre plus durable. Ce manque de clarté nous empêche d'avancer véritablement sur la voie de la durabilité, un défi posé à l'humanité dont l'ampleur est sans précédent.

S'il est vrai que le Rapport Brundtland constituait une première étape importante qui reconnaît la crise écologique de la planète, la définition du concept de développement durable qu'il propose est souvent contestée car elle ne fait pas la différence entre une économie néoclassique et une économie écologique, dont les approches pour un développement durable sont aussi différentes que les paradigmes eux-mêmes. Les différentes interprétations de la durabilité ne peuvent pas être toutes égales et valables. Le Rapport Brundtland, par exemple, encourage à plus de croissance économique les pays à faibles revenus ainsi que les pays riches, ce qui explique l'appui politique dont il bénéficie en général. Cependant, un expansionnisme accru n'offre qu'une réponse technique à une crise systémique, une réponse qui ne se préoccupe pas du contexte social et culturel, et qui accepte sans aucune remise en cause les valeurs fondamentales de la société de consommation. Jusqu'à présent, la plupart des « solutions » à nos problèmes sociaux, économiques et écologiques ont été de nature réactives, en termes d'avancées technologiques, mais les croyances et dogmes de notre société n'ont pas été suffisamment remis en cause.

Le développement et la croissance

Nous pouvons retracer une des raisons de l'ambiguïté qui plane autour du concept de développement durable¹ à la confusion qui règne entre « croissance » et « développement », qui sont souvent utilisés de façon interchangeable. Cependant, pour des économistes comme Herman Daly² ou René Passet³, il est essentiel de bien faire la part des choses entre les deux termes. La croissance est une augmentation *quantitative* de la taille matérielle, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), tandis que « développement » signifie une amélioration *qualitative* et la *réalisation d'un potentiel*. Cette distinction faite, nous nous rendons vite compte que le

¹ Un dossier du journal *Politis*, (11 au 17 décembre 2003), no. 779, est consacré au débat sur la croissance, la décroissance et le développement durable. Serge Latouche et René Passet confrontent leurs points de vue.

² Voir, par exemple, Daly H., J. B. Cobb (1989) *For the Common Good*, Ed. Beacon Press, et plus récemment Daly H. (1996) *Beyond Growth*, Ed. Beacon Press.

³ Voir Passet, R. (1996) *L'économie et le vivant*, Ed. Economica, et Passet, R. (Mai 2003) « Histoire d'une antinomie : néolibéralisme ou développement durable », dans la revue *Territoires*.

développement que nous cherchions depuis une cinquantaine d'années afin d'améliorer nos vies et nos conditions s'est grossièrement résumé à de la croissance. Effectivement, nous entretenons un système pervers dans lequel nous n'entendons plus les économistes et les politiciens parler d'égalité, de justice, de moralité, de paix, d'épanouissement et de qualité de vie—les vrais objectifs du développement—mais de libre échange, de productivité, de compétitivité, d'efficacité, de prospérité et de style de vie. En quelque sorte l'économie, qui devait servir les Hommes, les sacrifie afin d'assurer « 'la bonne marche' du système productif⁴ ».

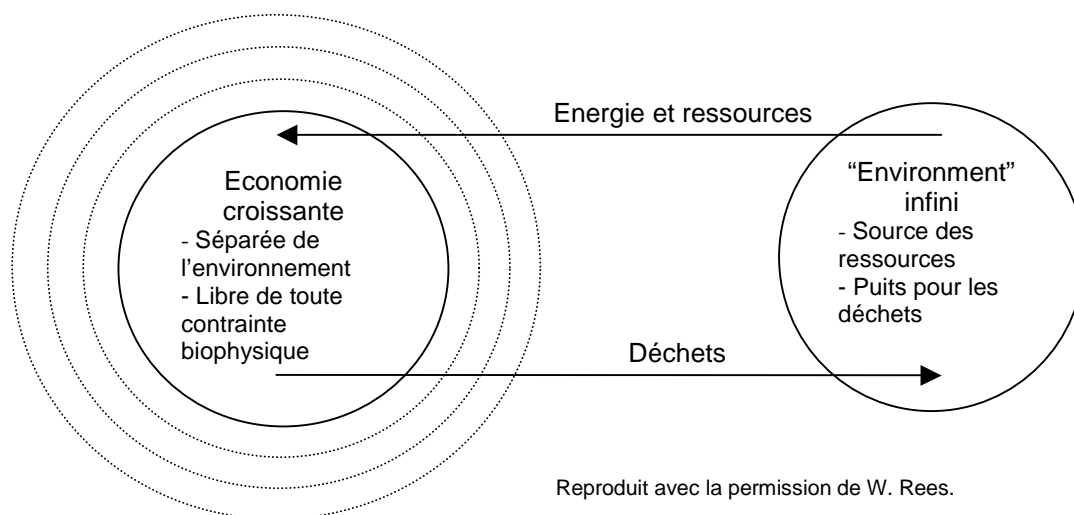
Limites de la croissance

Une croissance élevée, mesurée par une augmentation du PIB, est synonyme de réussite et de progrès dans le courant de pensée dominant, et est devenue l'objectif suprême de quasiment toutes les nations. Constatons tout d'abord que l'utilisation du PIB comme indicateur⁵ de performance est fortement critiquable pour plusieurs raisons :

- il ne prend pas en compte les disparités de revenus—parfois très élevées—qui peuvent exister au sein d'un même pays, ni les avancées sociales (éducation, santé, culture, démocratie, respect des droits de l'Homme) ;
- il n'inclut pas le travail non rémunéré et l'activité économique non marchande tels que le travail domestique, le travail bénévole et la participation aux activités de la communauté ;
- il ne déduit pas les coûts de la destruction des ressources naturelles, qui est considérée par le PIB comme étant un revenu, ni la perte de services écologiques ;
- il comptabilise tous les coûts de dépollution comme étant des entrées positives ;
- il additionne également toutes les dépenses engendrées par les vols, les accidents et les crimes violents.

En plus des problèmes associés à l'utilisation du PIB, une croissance matérielle dans un monde qui, lui, ne croît pas ne peut tout simplement pas être durable. Pourtant, les fondements des théories économiques qui constituent l'économie néoclassique ignorent toute contrainte biophysique et ne s'intéressent qu'aux flux financiers croissants qui circulent entre foyers et entreprises sur la place du marché. Le modèle ci-dessous schématise les paramètres de l'économie conventionnelle sur laquelle nous basons nos politiques de développement :

Illustration 1 : Le paradigme expansionniste.



L'illustration montre un modèle qui est simple et linéaire, et où les sphères économique et environnementale sont explicitement séparées l'une de l'autre. La sphère économique peut croître

⁴ Passet, R. (Mai 2003) « Histoire d'une antinomie : néolibéralisme ou développement durable », dans la revue *Territoires*.

⁵ Pour une critique du PIB et des propositions d'autres indicateurs, voir les travaux de Jean Gadrey, notamment « De la croissance au développement : à la recherche d'indicateurs alternatifs », dans *Futuribles* (décembre 2002), no. 281, et Boutaud, A. (2003) « Fracture sociale, fracture écologique : la Terre est malade... et si on changeait de thermomètre ? », dans un dossier réalisé pour le WWF France.

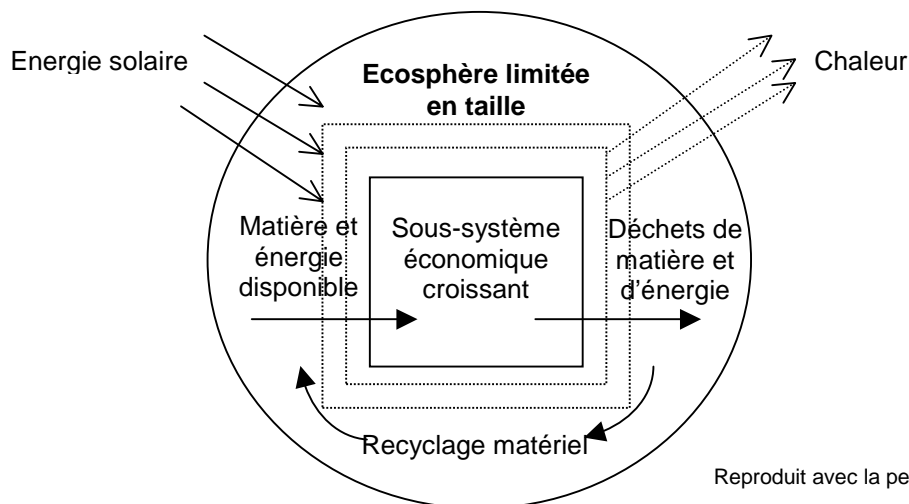
sans contraintes (cette fameuse « croissance durable »), et la sphère environnementale n'a de valeur qu'en termes de sources pour des ressources naturelles, et sert d'entrepôt pour les déchets. Ce qui se passe dans une des deux sphères n'a pas forcément de répercussions sur l'autre.

Cependant, l'échec de l'économie néoclassique—paradigme qui a donné naissance au néolibéralisme—est incontestable : il s'agit d'une vision du monde basée sur des suppositions qui sont fausses en ce qui concerne la nature, l'être humain et les forces du marché, et elle est ancrée dans l'impossibilité d'une croissance infinie. La preuve en est partout présente, nous touchant directement ou étant rapportée par les médias : changements climatiques, contaminations des nappes phréatiques, perte de la biodiversité, désertification, famines, écart croissant entre les riches et les pauvres, sentiments d'exclusion, manifestations diverses et mouvements altermondialistes réclamant « un autre monde »...

L'économie écologique : un modèle plus holistique

Pour faire face à ce problème de mondialisation économique, une nouvelle vision de l'économie, l'économie écologique, s'est développée depuis une trentaine d'année. Celle-ci offre une perspective holistique du monde et de la réalité, car ancrée autour de l'écosphère, c'est-à-dire de l'ensemble du vivant (êtres humains, animaux, plantes, écosystèmes...) et du non vivant (minerais, ressources naturelles non renouvelables, eau...) de la planète Terre. Effectivement, les économistes écologiques considèrent que la sphère économique n'est pas isolée du monde naturel, mais qu'elle y est complètement intégrée et dépendante. Issu des lois de la thermodynamique, ce paradigme reconnaît que l'économie (l'activité) humaine est une « structure dissipative⁶ », où toute action de l'Homme n'a pour résultat que la dégradation de son milieu. Cependant l'écosphère, étant un système ouvert d'un point de vue énergétique, se régénère en permanence grâce au rayonnement solaire, faisant en sorte que l'activité humaine et la consommation de ressources pour alimenter son propre métabolisme ainsi que son métabolisme industriel (habitations, usines, infrastructures diverses et variées...) est durable tant que les taux de consommation restent dans les limites de flux de reproduction de la nature. La représentation ci-dessous illustre la relation entre l'écosphère et le sous-système économique :

Illustration 2 : Une vue écologique du monde.



Reproduit avec la permission de W. Rees.

La loi de l'entropie dit que tout système clos se dégrade spontanément et de façon irréversible. L'énergie se dissipe et les gradients disparaissent, laissant un espace désordonné et thermodynamiquement stable. Afin de recréer de l'ordre, un nouvel apport d'énergie de l'extérieur du système est nécessaire, sans lequel rien ne se passera. Bien que cela paraisse abstrait et éloigné du développement durable, cette loi de l'entropie a des implications de conséquence pour la question de la durabilité. Comme le démontre l'illustration 2, la sphère économique

⁶ Voir les travaux de Nicholas Georgescu-Roegen, Herman Daly et René Passet sur la thermodynamique des structures dissipatives, et leur pertinence au domaine économique.

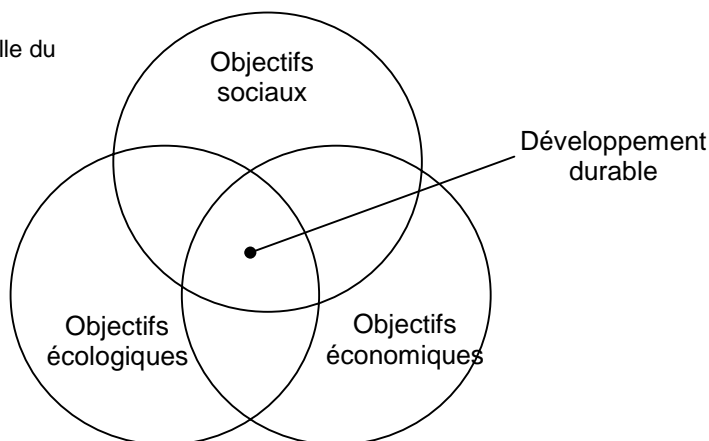
inextricablement intégrée à l'écosphère dépend d'un apport constant de matière et d'énergie afin de se maintenir, car elle est elle-même un système très complexe et ordonné. L'illustration suggère aussi que le sous-système économique ne peut pas croître éternellement ; à un moment donné, l'échelle de la sphère économique se confrontera aux limites biophysiques de l'écosphère. Toute croissance supplémentaire ne pourra durer qu'à court terme, et au détriment du capital naturel.

Ce constat fait que les écologistes estiment qu'une croissance infinie, notamment préconisée par les institutions financières internationales, est impossible. Selon eux, c'est bien la *non durabilité* de la croissance qui est la cause majeure de nos maux sociaux-économiques et écologiques. Le développement durable signifie un type de développement qui est écologiquement soutenable et qui se manifeste comme étant une amélioration de la qualité de vie de tous, sans nécessairement augmenter la quantité des ressources consommées. En termes plus généraux, le développement durable est l'application des impératifs écologiques aux objectifs traditionnels de développement. En étant conceptuellement holistique, ce type de développement peut concilier les tensions qui existent actuellement entre l'économie, la sphère sociale, et l'écosphère. Il propose une alternative intéressante au paradigme expansionniste basé sur la croissance, et se préoccupe de l'équité et de la solidarité intra- et inter-générationnelle. De plus, il tente de résoudre les problèmes liés au développement de façon profonde. Les économistes écologiques sont très clairs sur le point de départ essentiel dans la recherche de la durabilité : la consommation des ressources naturelles et des services écologiques doivent être compatibles avec le taux de régénération de la nature, et l'émission des déchets ne doit pas dépasser la capacité de la nature de les assimiler. En fin de compte, afin de tendre vers la durabilité, les humains ne peuvent plus se permettre de liquider le capital naturel, mais doivent apprendre à vivre de ses « intérêts », c'est-à-dire des récoltes durables. Bien sûr, ces critères, motivés par la possibilité d'une vie meilleure et plus équitable pour tous, offrent un défi intéressant au développement futur, pour les pays à faibles revenus ainsi que pour les pays riches.

Schématiser le développement durable

Le développement durable est constitué de trois composantes : une sociale, une économique, et une écologique. Le schéma classique des « trois sphères du développement durable » est représenté de la façon suivante :

Illustration 3 : Vue conventionnelle du développement durable.

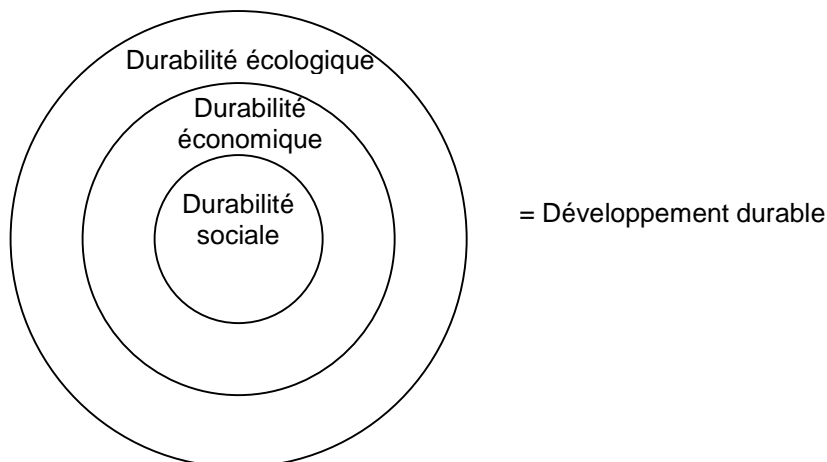


Ce modèle démontre qu'il y a un lien étroit entre les objectifs économiques, sociaux et écologiques, mais que ceux-ci ne sont pas forcément compatibles. De ce point de vue, le développement durable devient un équilibre rare et difficile à atteindre entre ces trois objectifs dont, selon le modèle, les valeurs sont égales. Mais le sont-elles vraiment ?

L'économie écologique offre une perspective plus simple et plus claire sur le développement durable : la durabilité du système ne peut se concevoir qu'une fois la durabilité écologique assurée. A quoi bon répartir équitablement des ressources si celles-ci sont surexploitées ? Pour utiliser une métaphore, quand on affirme que la répartition est l'enjeu majeur, on ne fait que « réarranger les chaises sur le Titanic ». C'est seulement lorsque la durabilité écologique est assurée qu'il est possible d'atteindre une durabilité *économique*, qu'on pourrait vaguement définir

comme étant le bon fonctionnement d'un système économique à long terme. Un environnement sain et une économie résiliente mènent à une société meilleure, dans laquelle les citoyens ont un emploi valorisant et utile, se sentent en sécurité, ont un niveau de vie matériel satisfaisant, et sont heureux. Si cette condition peut se maintenir dans le long terme, alors on peut affirmer qu'une durabilité sociale a été atteinte, et donc le développement est durable, selon le modèle suivant :

Illustration 4 : La hiérarchie du développement durable.



Pour résumer, le développement durable est composé :

- d'un impératif écologique ;
- d'un moyen économique ;
- d'une finalité sociale.

La durabilité forte

Les économistes néoclassiques et écologistes s'entendent sur le fait qu'un mode de développement ne peut être durable s'il dépend de la dégradation d'un capital. Cependant, le taux auquel le capital manufacturé (une usine, par exemple) peut se substituer au capital naturel (une forêt) fait l'objet de débats. Les économistes conventionnels supposent que le capital naturel et manufacturé sont interchangeable, puisque la liquidation du premier ne pose pas de problème tant qu'une partie des bénéfices de sa vente sont réinvestis dans du capital manufacturé : une forêt, qui renouvelle une partie de son stock de bois annuellement et donc crée une valeur pérenne, peut être liquidée complètement tant qu'une partie des revenus sont réinvestis dans la construction d'une usine de voitures, par exemple, créant ainsi un autre type de capital de valeur monétaire égale ou supérieure. A contrario, les écologistes estiment que le capital naturel est un complément du capital manufacturé, ou plus précisément, un prérequis. L'exemple suivant montre l'illogisme de ce raisonnement : remplacer un stock de poisson qui disparaît progressivement par un nombre croissant de bateaux de pêche est valable pour un économiste traditionnel, mais en réalité n'a aucun sens, puisqu'il est évident que toute une flotte de bateaux sans poissons est inutile. De plus, le capital naturel s'auto entretient et se renouvelle tout seul (un bassin déversant qui rassemble et filtre l'eau, par exemple), tandis que le capital manufacturé (une station de pompage et d'épuration) est une création de l'Homme qui consomme beaucoup d'énergie et doit être sans cesse entretenu—avec des ressources naturelles. De plus, les systèmes qui entretiennent la vie et autres services rendus par la nature sont reconnus comme étant vitaux et irremplaçables. La couche d'ozone, par exemple, a une valeur économique positive très importante puisqu'elle nous offre des services de santé (protection des UV), et sa perte éliminerait tout bénéfice engendré par sa destruction. Ce point de vue général reflète la « durabilité forte », dont les prémices stipulent que chaque génération devrait hériter *per capita* d'un stock de capital manufacturé et naturel auto-renouvelable tout au moins égal à celui dont avait hérité la génération précédente. Ceci impliquerait qu'un accroissement de la population devrait entraîner la mise en place de plus en plus de régions protégées pour les animaux sauvages (habitat) et pour des ressources naturelles.

Le rôle de la technologie

On nous promet que la technologie facilitera le commerce mondial et permettra tout un chacun de bénéficier d'une abondance matérielle, bien qu'à court terme, l'emploi puisse baisser à cause des ajustements du marché. Tout d'abord, l'expérience nous montre que la perte d'emploi est une crise chronique, et qui semble empirer avec le temps. Le penseur et philosophe américain Jeremy Rifkin souligne dans un certain nombre de ses ouvrages que les machines sont en train de remplacer systématiquement les humains dans presque chaque secteur et industrie dans l'économie mondiale. Il souligne qu'à peu près 800 millions de personnes sont sans emploi ou sont sous-employées dans le monde, et que cette situation ne va qu'empirer. Cela démontre la nécessité et l'importance de débattre la question fondamentale : quelle est la technologie appropriée pour le développement ?

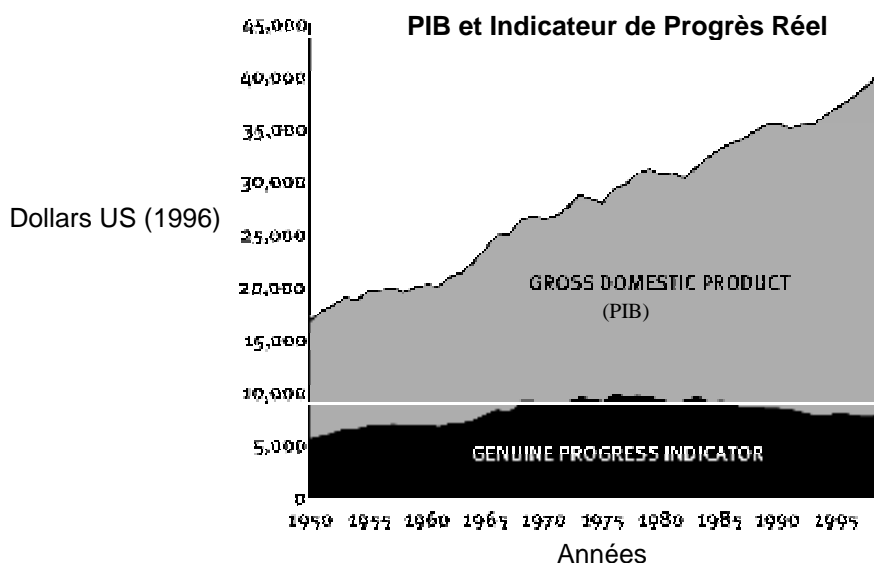
Malgré le rôle important que joue la technologie pour augmenter l'efficacité de l'utilisation de la matière et de l'énergie, les économistes écologiques restent sceptiques sur sa capacité de résoudre nos problèmes. Notre culture scientifique dépend énormément du progrès technologique continu, au détriment des capacités indigènes et des connaissances locales. Le monde moderne a tendance à nous séparer de la nature, et rendre obscur les flux thermodynamiques et les transformations qui se déroulent lors de tout type de consommation. La vie urbaine, par exemple, efface notre lien avec la nature : les magasins fournissent notre nourriture, et les égouts éliminent nos déchets, et les processus qui se déroulent avant et après ne nous préoccupent pas, étant invisibles. Le résultat est que, souvent, nous imaginons qu'en fin de compte, nous pouvons très bien nous passer de ressources naturelles. Mais en réalité, l'humanité dépend complètement de l'écosphère qui lui fournit matière et énergie, et assimile ses déchets. La technologie peut certes jouer un rôle-clé dans le développement, surtout si celle-ci permet de réduire les pressions sur la nature infligées par la société, mais bien souvent, les avancées technologiques ne font que mener à des taux de consommation accrus, car elles permettent de réduire les coûts de production, et donc de faire baisser les prix.

Au lieu de miser sur la technologie, les économistes écologiques favorisent le changement de comportement et de valeurs comme étant le meilleur moyen de maîtriser nos prélèvements sur la nature. Evidemment, il sera toujours difficile de convaincre de la nécessité d'adopter un développement durable jusqu'à ce que nous puissions démontrer que les citoyens auront plus à gagner qu'à perdre en changeant leurs façons de faire. Cela nécessite un changement radical de notre philosophie occidentale de la vie qui ne nous encourage pas, jusqu'à présent, à apprécier la valeur intrinsèque de toutes les espèces vivantes, et a causé des crises géopolitiques suite aux inégalités et aux malentendus survenus entre les peuples.

La taille optimale de l'économie

Contrairement à l'économie néoclassique, l'économie écologique met au centre de ses préoccupations la question de la taille optimale du sous-système économique humain. Il y des limites économiques à la croissance, tout simplement parce que l'économie n'existe que grâce aux ressources et aux services fournis par l'écosphère et ses écosystèmes. Mais à cause de la grande difficulté de donner une valeur économique à tout ce qui est un bien ou un processus non marchand pourtant essentiel à la vie, comme le courant du Gulfstream ou la fixation de l'azote, les économistes « oublient » la loi du rendement décroissant : chaque projet supplémentaire de « développement » (route, centre commercial, habitations...), entraîne des coûts de plus en plus élevés, jusqu'au moment où les coûts de la croissance dépassent les bénéfices. C'est exactement ce que nous montre un indicateur tel que l'ISEW, l'Index du Bien-Etre Economique Soutenable développé par Herman Daly, qui prend en compte, par exemple, la dégradation du capital naturel, l'écart dans la distribution du revenu, la dette extérieure, ainsi que d'autres facteurs qui affectent la durabilité d'un Etat. Tandis que le PIB continue d'augmenter depuis les années 50, la courbe de l'ISEW, qui augmente plus ou moins au même taux que le PIB, a atteint un niveau maximum au début des années 70, pour redescendre doucement depuis cette époque. Un autre indicateur semblable, le *Genuine Progress Indicator* (Indicateur de Progrès Réel) développé par l'ONG américaine Redefining Progress, confirme les données de l'ISEW (illustration 5). Ceci suggère que, depuis une trentaine d'années, la croissance s'est poursuivie au détriment de la qualité de vie.

Illustration 5 : PIB et Indicateur de Progrès Réel (*Genuine Progress Indicator*).



Source : <http://www.rprogress.org/projects/gpi/>

La destruction de la nature ne peut pas se poursuivre indéfiniment ; un stock minimum de capital naturel est nécessaire pour maintenir l'activité économique, ou plus simplement la vie sur terre. Il est évident que les analyses monétaires du style PIB ne sont pas acceptables pour mesurer le bien-être et le développement ; une société qui se veut durable a besoin d'indicateurs qui soient conçus pour reconnaître l'importance des écosystèmes et de leurs services. La matière et l'énergie nécessaires pour soutenir l'entreprise humaine proviennent du capital naturel, c'est donc le *stock total* de ce capital naturel qui est le facteur limitant dans le développement de l'économie, et non pas les taux de consommation de celui-ci. De ce point de vue, le PIB est un indicateur inutile. Par contre, ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'un indicateur qui nous donne un aperçu général de « l'infrastructure » biophysique de l'écosphère et de la taille des stocks de capital naturel disponibles.

L'empreinte écologique

Le concept de l'empreinte écologique, développé dès le début des années 90 au Canada, répond à cette demande. Il s'agit d'un « outil comptable qui nous permet d'évaluer la consommation des ressources et les besoins d'absorption des déchets d'une population humaine ou d'une économie données, en termes de la superficie correspondante de sol productif⁷ ». Ceci part du principe que tous les échanges de matière et d'énergie avec l'écosphère requièrent une certaine surface de terre écologiquement productive afin de produire les ressources et l'énergie nécessaires, et d'absorber les déchets du sous-système économique humain. Le calcul de l'empreinte écologique, qui prend en compte l'énergie, l'environnement construit, les denrées alimentaires et les produits forestiers, présente des résultats d'analyses préoccupants⁸ : tandis que la taille de l'empreinte d'un Nord Américain atteint presque 10 hectares par habitant, la moyenne *per capita* de l'Europe de l'Ouest se situe aux alentours de 5 ha/hab, tandis qu'elle est d'à peine 1,5 ha en Asie ou en Afrique. Mais les calculs montrent également autre chose. La taille moyenne mondiale de l'empreinte est actuellement environ de 2,3 hectares par habitant, tandis que la surface écologiquement productive réellement disponible est seulement de 1,9 hectares par personne. Comment est-ce possible ? Cet écart indique que dans son ensemble, l'humanité est en surcharge par rapport à la capacité de porter à long terme de la planète. En d'autres termes, nous consommons les ressources naturelles à un taux supérieur à leur taux naturel de renouvellement. Un calcul rapide montre que si tout le monde adoptait le même train de vie qu'aux Etats-Unis, il faudrait au moins cinq planètes pour permettre à l'humanité de maintenir ce niveau de confort matériel.

⁷ Wackernagel M., Rees. W. (1999) *Notre empreinte écologique*. Ed. Ecosociété.

⁸ Voir le rapport du WWF *Planète vivante 2002*.

Malgré ces faits, le dogme politique conventionnel reste « plus de croissance ! ». Les institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale et l'OMC ne font que confirmer ce constat par le biais de leurs politiques de libéralisation du marché et de privatisation des ressources. Même le Rapport Brundtland préconise une augmentation de la production industrielle de 5 à 10 fois d'ici la fin du 21^e siècle, ainsi qu'une accélération de la croissance économique aussi bien dans les pays industrialisés que ceux à faibles revenus. Il apparaît pourtant qu'une telle croissance reste physiquement impossible, et qu'il est sans espoir que la population mondiale qui vit actuellement dans l'exclusion et la pauvreté puisse atteindre un jour le niveau de vie dont jouissent les européens ou les nord américains. Les pays du Sud, qui souffrent d'une sous-consommation, ne pourront réellement améliorer leur qualité de vie qu'une fois que les pays riches auront réduit significativement leurs taux de consommation. Mais que faire quand le Président des Etats-Unis déclare, lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992, que « le style de vie des Américains n'est pas négociable » ? Seul un développement durable qui s'exprime par des valeurs fortes telles que la solidarité et l'équité permettra une mondialisation heureuse pour l'humanité⁹.

Conclusion

Nous pouvons constater que la quête de développement durable—améliorer la qualité de vie de tous dans les capacités écologiques de la planète—n'est pas tant un problème technique que de perception, de valeurs et de comportement humain. Effectivement, une réforme du système ne suffit pas pour atteindre un développement durable ; il exige une transformation profonde de la société industrielle, dont la première étape serait de reconnaître enfin que la sphère économique n'est qu'un sous-système de l'écosphère. Quant à la croissance économique, si politiquement alléchante, elle comporte des coûts à long terme qui sont souvent invisibles, et qui peuvent largement dépasser les bénéfices acquis ; les pressions sociales et la destruction d'écosystèmes vitaux en sont un témoignage. Une fois les limites de la croissance atteintes, nous devons avoir le courage politique de la mettre de côté au profit du développement, une notion qualitative. La responsabilité de changer les modes de production non durables repose avant tout sur l'épaule des pays riches. Comme il a été énoncé dans la Déclaration de Rio, puis ensuite rappelé au Sommet de Johannesburg dix ans plus tard, « les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent » (Principe 7). Et dans le chapitre 4 de l'*Agenda 21*, il est dit que « les pays développés devraient être les premiers à établir des schémas de consommation soutenables à long terme » (paragraphe 4.8 b.). Pourtant, vu la difficulté de lutter efficacement contre les émissions de gaz à effet de serre et de promouvoir les énergies renouvelables, pour ne citer qu'un exemple, nous pouvons constater que les pays censés être leaders traînent les pieds.

Dans un monde où la capacité de porter à long terme de la planète est déjà dépassée, les politiques et responsables ont une obligation morale d'animer des débats sur le choix des technologies appropriées pour le développement, et de formuler des politiques qui réduisent la taille de nos empreintes écologiques individuelles et collectives. Evidemment, les enjeux sont énormes, mais une telle action politique ne peut pas se concevoir sans le soutien de la population qui, pour le moment, comprend très mal les différents problèmes, ou ne veut tout simplement pas confronter cette réalité. Un des leviers majeurs est de promouvoir dès aujourd'hui une éducation au développement durable¹⁰, transversale à tous les thèmes et qui doit être présente à toutes les étapes de la scolarité ; ceci permettra, espérons-le, de changer les mentalités dans le long terme.

⁹ Lire avec beaucoup d'intérêt *Le Mémo de Jo'burg : l'équité dans un monde fragile*, ouvrage édité par la Fondation Heinrich Böll en vue du Sommet Mondial du Développement Durable à Johannesburg. Disponible en français sur le site <http://www.joburgmemo.org>

¹⁰ Voir le n° 8 de *LaRevueDurable*, « Education au développement durable : le vrai chantier » (décembre 2003 – janvier 2004). Site web : <http://www.cerin.ch>